

L'ethnicité en Afrique : l'implosion de la « question nationale » après la décolonisation

« J'ignore combien d'entre-nous résisteraient à cette épreuve de l'autodétermination telle qu'elle a été décrite par notre collègue, représentant de la France. Devons-nous laisser appliquer le principe de l'autodétermination à l'échelon du village, du district, de la province, laisser chacun libre de choisir ce qu'il veut faire ? Je l'ignore. Au lieu de 146 États-membres des Nations unies, il y en aurait peut-être 1 000, et j'ose prédire que bien des membres de ce conseil ne résisteraient pas non plus à cette épreuve. »

Salim Ahmed Salim, Tanzanie, candidat battu à l'élection au secrétariat général de l'ONU, discours aux Nations unies, 1973.

POUR appréhender correctement le problème de l'ethnicité en Afrique – problème soulevé par les intéressants articles de Lonsdale et Fardon (1) – je pense qu'il est nécessaire d'une part de distinguer les différentes phases de l'histoire du continent – même si la catégorie de « phase » n'est pas applicable de manière rigide à ces structures ethniques et sociales changeantes et historiquement transversales – et d'autre part, et surtout, de ne pas confondre les faits avec leur interprétation.

Pour ce qui relève du premier ordre de problème – l'examen du « fait » ethnique dans l'Afrique ancienne et, plus généralement parlant, pré-moderne – que le lecteur m'excuse de le renvoyer à mes précédents travaux (2) : je me contenterai de livrer sur ce sujet quelques considérations à la fin de cet article. En revanche, je voudrais résumer dans ces quelques pages le parcours d'une réflexion, que je mène depuis dix ans, sur le second ordre de problème, c'est-à-dire l'évaluation politico-idéologique de l'ethnicité en Afrique de nos jours.

A ce propos, je pense que la distinction faite par Lonsdale entre « ethnicité morale » et « tribalisme politique » est très efficace d'un point de vue heuristique. Mais le problème réside selon moi en ce qu'il est très rare de trouver, dans le monde actuel – dans les nombreuses crises qui constellent l'ordre mondial post-bipolaire – des manifestations d'authentique « ethnicité morale », alors qu'au contraire sont très répandus ces tribalismes qui, dans toute l'Afrique (mais pas seulement en Afrique), sont en train de détruire, ou ont déjà détruit, toute possibilité de vie civile en commun, semant la haine et la guerre entre les peuples en question, sous le signe de l'identitarisme ethnique le plus féroce.

C'est ce caractère de plus en plus barbare de la « question nationale » à notre époque, l'implosion des principes considérés comme « positifs » par la politologie tiers-mondiste mais de plus en plus revendiqués par des mouvements racistes et intransigeants (le « principe d'autodétermination » des peuples, la « libération nationale », etc.), qui contraignent selon moi à une révision de l'analyse de la « question nationale après la décolonisation (3) » et la fin du système bipolaire. J'essaierai ici d'en résumer les aspects principaux.

Le changement de signification de la question nationale après la décolonisation et la fin du système bipolaire

La « question nationale », au sens large, a changé de signification par rapport à celle qui était la sienne à l'époque de la décolonisation ; il est vrai que, déjà dans les années 60 (première sécession du Katanga-Shaba en 1960, crise du Biafra en 1967-1970), l'Afrique avait connu, en avance, quelques problèmes ethniques, sociaux et institutionnels (sécession contre unité de l'État (4)) aujourd'hui répandus dans la plupart des crises actuelles. Il est également vrai qu'à la même période des guérillas réactionnaires (5) étaient déjà actives, ternissant le mythe maoïste et soixante-huitard de la guérilla comme forme de lutte porteuse en soi de démocratie (6). Mais il est tout aussi vrai qu'au même moment, dans les années 60 et 70, existait une large « coïncidence » entre « libération nationale » et perspective « anti-impérialiste » et « socialiste » (Algérie, Vietnam, Mozambique, Guinée-Bissau, etc.), et pas du seul point de vue des politologues. Cette coïncidence était seulement stratégique, c'est-à-dire qu'elle devait être engagée à travers la grille diachronique des différentes « phases » de lutte théorisables (d'abord la « libération nationale », ensuite la construction du « socialisme »), puis à travers l'appareil analytique et conceptuel correspondant (rôle des « bourgeoisies nationales », théorie des pays à développement de type « non capitaliste », etc.). C'est précisément pour cette raison qu'elle avait comme première visée « tactique » la sécession étatique : le séparatisme, l'édification d'un État politiquement indépendant de la mère-patrie constituaient le débouché institutionnel « naturel » (dans une

(1) J. Lonsdale, « Ethnicité morale et tribalisme politique » ; R. Fardon, « Destins croisés, histoire des identités ethniques et nationales en Afrique de l'Ouest », *Politique africaine*, 61, mars 1996.

(2) C. Moffa, *L'Afrique à la périphérie de l'histoire*, L'Harmattan, Paris, 1995.

(3) « La questione nazionale dopo la decolonizzazione. Per una rilettura del principio di autodeterminazione dei popoli » (dir. C. Moffa), *Quaderni Internazionali*, n° 2-3, 1988.

(4) Voir P. Brandt, E. Tokyo, I. Tabata et autres, *Perché ? Biafra : guerra di liberazione o secessione imperialista ? Un contri-*

buto di teorici e militanti della sinistra africana, Rome, Samonà e Savelli, 1969. Le titre (« guerre de libération ou sécession impérialiste ? ») était significatif des problèmes et de l'ambiguïté inhérents au sécessionnisme de l'époque postcoloniale.

(5) Comme l'EOKA de Gheorghios Grivas à Chypre dans les années 50 et 60, alliée après 1967 avec le régime des colonels grecs contre Makarios ; comme les Kurdes de Mustafâ Barzani soutenus par la CIA et par l'Iran de Reza Pahlavi.

(6) G. Chaliand, *Mythes révolutionnaires du Tiers-monde, Guérillas et socialismes*, Paris, Seuil, 1976.

vision « progressive » de l'histoire) de la « lutte de libération nationale » et du « principe d'autodétermination des peuples » (7).

Ce paradigme – séparatisme progressif soit parce qu'anti-impérialiste (à l'extérieur), soit parce que lié à une perspective socialiste (à l'intérieur) – est aujourd'hui complètement éclaté. De nos jours, en fait, les mouvements nationalistes et ethniques se présentent presque toujours comme des micro-nationalismes et des micro-ethnismes non pas contradictoires mais au contraire fonctionnels pour l'impérialisme et le « néocolonialisme » post-bipolaire, vecteurs en particulier de l'enfoncement par l'impérialisme des souverainetés nationales des États indépendants nés de la Seconde Guerre mondiale et de la décolonisation.

Même quand ils ne sont pas animés d'une véritable haine raciste et exclusiviste (comme dans le conflit Tutsi-Hutu), ils se présentent presque toujours en tant que tels, sans aucune référence au socialisme et au « marxisme-léninisme » et, dans le cas contraire, adoptent même sans vergogne la route du transformisme le plus désinvolte (ainsi des guérillas « marxistes-léninistes » en Éthiopie et en Érythrée).

L'agonie de l'État postcolonial : le modèle sécessionniste

Le processus de désagrégation et d'agonie de l'État postcolonial peut revêtir, en Afrique, des formes différentes, mais elles s'inscrivent toutes dans le même processus de revanche impérialiste sur le « bon temps » de la décolonisation, et de balkanisation progressive de l'ordre interétatique postcolonial. En premier lieu, on trouve le classique modèle sécessionniste, pour lequel le micro-nationalisme en question revêt des formes et des objectifs formels et institutionnels définis et « directs ». C'est le cas de situations gangrenées dans lesquelles le séparatisme apparaît ou est apparu comme le seul débouché possible pour des conflits de longue durée (l'Érythrée ; l'ALP soudanaise, qui se consacre désormais à la cause sécessionniste avec le soutien manifeste d'un Occident occupé à combattre « l'intégrisme » islamique (8)). Mais c'est aussi le cas de pays où, il y a peu encore, « rien » ne pouvait faire penser à l'éclatement d'une guerre civile : le « démocratique » Sénégal, fleur à la boutonnière du néocolonialisme français, drapeau de l'Internationale socialiste dans l'Afrique « marxisante » des années 70 et 80 est aujourd'hui menacé, dans son intégrité nationale, par les indépendantistes de Casamance (9) ; de même en Somalie, « la seule nation » d'Afrique, selon une longue tradition politologique et ethnologique, où le tribalisme « ogadénique » fomenté par Siyad Barre dans un but anti-éthiopien en 1977-1978 a provoqué une réaction en chaîne qui a amené non à la réunification, mais à la fragmentation

(7) Exception probablement unique dans les publications de l'époque de la décolonisation : l'Algérie voisine du PCF, opposé, au début, à l'indépendance de la colonie française.

(8) P. Leymarie, « L'Afrique toujours plus pauvre dans la spirale des conflits », *Le Monde diplomatique*, avril 1988, p. 9.

(9) Sur les ambiguïtés de la démocratie sénégalaise, « Les ratés de la démocratie au Sénégal », *Le Monde diplomatique*, février 1993, p. 12 ; sur la Casamance, voir M.-C. Cormier-Salem, « Désarroi et révolte en terre de Casamance », *Le Monde diplomatique*, février 1993, p. 19.

ultérieure du pays. En effet, nous assistons aujourd'hui à « l'indépendance » du Somaliland à l'initiative d'un leadership issak qui n'hésite pas à soutenir son sécessionnisme par la positivation absurde de la tragédie yougoslave (et soviétique) (10). Dans tous ces cas, il est très difficile de trouver un exemple de sécessionnisme qui ait provoqué des changements positifs dans les rapports Nord/Sud, entre ces pays et le bloc occidental industrialisé.

Autres modèles : guerres civiles « nationales » et « zones utiles »

Mais il n'y a pas que le classique modèle sécessionniste. D'autres routes conduisent au même rattachement des rapports entre pays africains et impérialisme. Même lorsque la guerre civile ne remet pas en cause l'intégrité formelle de l'État en question (le reste de la Somalie en proie aux « seigneurs de la guerre » ; la guerre entre chefs de bandes au Tchad ; le Liberia), le contrôle substantiel des richesses du pays peut perdre ses caractéristiques « nationales » : ainsi, pendant la guerre civile au Liberia, on a appris que le leader du NPLF, Charles Taylor, a traité directement avec le Luxembourg le commerce du fer du mont Nimba (11) en l'absence de tout gouvernement national réellement enraciné sur l'ensemble du territoire. L'appropriation de ces richesses minières peut avoir comme objectif les formations militaires adverses ; dans les faits, et dans la réalité de la guerre civile, elle constitue aussi une expropriation des ethnies du Liberia autres que celles qui constituent la base ethnique du NPLF (Gyo et Yacuba). Ici, comme dans d'autres situations similaires (la guerre pour le contrôle des aides ou des denrées alimentaires, etc.), nous sommes en présence d'une combinaison évidente des intérêts du particularisme ethnique et de ceux de l'impérialisme.

Du reste, cette combinaison n'a pas besoin d'une guerre pour se concrétiser. Si on laisse de côté la situation en Éthiopie dont on parle dans une certaine presse oromo (12), prenons le cas du Nigeria : on y a assisté ces dernières années d'une part à un retour à échelle réduite du conflit des années 60 (il s'agissait alors des Ibo, aujourd'hui de la petite minorité ogoni, et sur le fond, du problème du contrôle et de l'exploitation du pétrole) et d'autre part, à un niveau beaucoup plus structurel et dangereux, à la polarisation du pays en deux « régions » : d'un côté, la plus grande partie du territoire national, de l'autre, le « Nigeria utile » des puits de pétrole. Là, dans l'étroite région du delta du Niger, « les multinationales acquièrent à grands coups d'investissements sociaux une paix relative avec les populations locales » (13). Le Nigeria ne connaît pas aujourd'hui de vraie poussée séparatiste, mais la polarisation structurelle du pays pourra, dans

(10) « Pourquoi devrait-on refuser ce qui a déjà été accepté par l'Union soviétique ? » (P. Leymarie, « La Somalie, nation éclatée », *Le Monde diplomatique*), janvier 1993, p. 5.

(11) M. Galy, « Liberia, una guerra dimenticata », *Le Monde diplomatique*, édition italienne, septembre 1994, p. 9.

(12) Voir Sue Pollock, in *Oromo*

Commentary, Bulletin for Critical analysis of Currents affairs in the Horn of Africa, VI, 1, automne-hiver 1996. La journaliste dénonce « le processus de développement du Tigré aux dépens du développement du sud et du centre du pays », p. 5.

(13) M. Maringues, « Le "Nigeria utile" échappe à la crise économique. Les multinationales pétrolières investissent

le futur, être à l'origine de sa désintégration, selon un modèle déjà éprouvé dans d'autres crises internationales extra-africaines (la « riche » Slovénie face au reste de la Yougoslavie) ou en cours d'expérimentation (la Ligue du Nord italienne dont l'option sécessionniste s'alimente de la diversification de fait de l'économie italienne entre le Nord et le Mezzogiorno) (14). Par ailleurs, même sans cet éventuel débouché, c'est d'ores et déjà un fait que le contrôle de l'État « national » sur l'ensemble du territoire tend à diminuer : aujourd'hui, le cas nigérian apparaît comme l'articulation particulière et originale d'une réalité continentale, celle de l'Afrique des « zones franches », de l'affaiblissement des États indépendants face à l'impérialisme post-bipolaire (15). A cause de cet affaiblissement, le retour de ces mêmes mots d'ordre progressistes qui servaient à chasser les multinationales pétrolières à l'époque de la décolonisation, appliqués aujourd'hui aux minorités de l'État multi-ethnique, fait office de cheval de Troie de l'impérialisme dans l'actualité nigériane.

La région des Grands Lacs : le nettoyage ethnique et la « chute libre » du mythe de la guérilla

Vient enfin le cas limite, dont il n'est pas exagéré de dire qu'il est terrifiant, de la région des Grands Lacs. Là aussi, les belles formules de « libération nationale », de « démocratie », de « lutte contre la dictature » ont servi d'alibi à l'expulsion en masse de la majorité de la population de son territoire. « On a créé un désert, et on a appelé ça une guerre de libération », pourrait-on dire en paraphrasant Tacite, et en modifiant un slogan déjà utilisé dans les années 60 en Italie à propos du Vietnam (16). Au Rwanda en effet, le FPR tutsi a réussi, en peu de mois, ce que les sionistes les plus extrémistes n'ont pas réussi à faire en Palestine en trente ans : vider le territoire disputé des ennemis hutu et se l'approprier pour leur « tribu », en ce qui apparaît comme un désir de revanche pour avoir subi un exil de masse sous le régime précédent. Même à voir dans cet exode une « manœuvre » – qui n'a que partiellement échoué – du leadership adverse, la responsabilité du FPR reste pour le moins indirecte. Ce dernier n'a pas su prévoir son incapacité à dépasser sa limite ethnique de fait.

Symbole extrême de la chute libre du mythe de la guérilla comme forme de lutte porteuse en soi de démocratie (mythe qui avait déjà connu une crise même dans des situations avancées comme au Mozambique) la prétention de la minorité tutsi de confisquer l'État et ses instruments dans

dans la région du delta au détriment du reste du pays », *Le Monde*, 13 juin 1996, pp. 14-15.

(14) Selon le rapport Censis - Institut de Vienne - Centre d'études du nord-est, avril 1995, quelques données économiques (par exemple le taux d'intérêt bancaire, plus élevé dans le Mezzogiorno) divisent déjà le pays, et dans le même temps les industries du nord-est italien sont désormais bien intégrées dans l'aire du mark allemand.

(15) Voir A. Mbembe, « Afrique des comptoirs, ou Afrique du développement ? », *Le Monde diplomatique*, mars 1996, pp. 14-15.

(16) La phrase de Tacite contenait « paix » à la place de « guerre de libération ». C'était le slogan d'un manifeste de la Fédération des jeunes communistes italiens de 1966-1967.

toute la région des Grands Lacs va de pair d'abord avec un projet expansionniste visant à « tutsiser » et à annexer y compris des territoires zaïrois (17), et ensuite avec une appropriation et une réorganisation générale des modalités d'exploitation des richesses de la région (18). De toute façon, ces richesses ont été détournées du contrôle de l'État postcolonial en tant qu'expression de toute la population multi-ethnique du pays.

Mais avec le Rwanda et le Burundi, nous touchons au second aspect de la crise du paradigme de l'époque de la décolonisation, dont on a déjà parlé : la question de la portée non plus socialiste, mais seulement « nationaliste » ou ethniciste des différents mouvements de guérilla. Le cas du « mouvement de libération » tutsi qui n'hésite pas à se livrer avec la plus grande désinvolture aux trafics les plus juteux de la région (or, diamants, drogue, armes, etc.), et qui n'a pas entrepris la moindre réforme socialiste ou réellement démocratique à l'intérieur du pays, n'est pas isolé en un continent soumis, à partir des années 80, aux programmes d'ajustements structurels du FMI. Si en Angola et au Mozambique le MPLA et le Frelimo ont dû abandonner le marxisme-léninisme sous le poids d'une guerre civile sanglante, dans la corne de l'Afrique, les parcours d'apparement semblables du FPLE (Front populaire de la libération de l'Érythrée) et du FDRPE (Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien) s'inscrivent plutôt dans un phénomène politique qu'on pourrait, paraphrasant « l'afro-marxisme » de Keller et Rothchild (19), définir comme un « afro-transformisme ».

« L'afro-transformisme » et les déceptions du « fédéralisme ethnique »

Depuis qu'en 1991 Mengistu a abandonné le pays et que les guérilleros tigréens de Meles Zenawi ont conquis la capitale, la « transition vers la démocratie » de l'Éthiopie se révèle de plus en plus comme un bluff, peu dénoncé par la presse internationale pour la simple raison qu'après la disparition de l'URSS (et après l'effondrement des non-alignés) l'appareil médiatique mondial est devenu pratiquement monolithique. Dans le pays tout semble aller dans un sens opposé au « socialisme » et au « marxisme-léninisme » revendiqués par le FPLT des années 80 : sur le plan économique, début de démantèlement des réformes révolutionnaires et des nationalisations des années 70 (20) ; sur le plan politique, multiplication des

(17) « Un pezzo di Zaïre è nostro. Ultimatum del presidente ruandese », *La Stampa*, 30 octobre 1996, p. 9 ; « I ribelli Tutsi : lo Zaïre sarà nostro », *Corriere della Sera*, 12 novembre 1996.

(18) Voir *Jeune Afrique*, 1873, 27 novembre-3 décembre 1996 : « Les États-Unis apportent un soutien résolu aux régimes de Kigali et de Kampala : la perspective de l'exploitation des fabuleuses réserves minérales (gaz, pétrole, manganèse en particulier) dans la région des Grands Lacs n'y est pas étrangère ». Sur le contrôle du marché de l'or, voir R. Cavalieri-

Aluisi-Tosolini, *Bujumbura, città dell'odio*, éd. Alfazeta, 1995. Sur le commerce de la drogue et des armes contrôlé par le vieux président hutu Habyarimana : « Ruanda, paradiso per droga e armi », voir l'interview à Jean Birara, *Corriere della Sera*, 27 juillet 1995.

(19) Keller et Rothchild, *Afro-marxist regimes*, Boulder, Londres, 1987.

(20) Cf. I. Jogan-D. Patassini, « Nuovo regime dei suoli urbani in Etiopia », in *Africa* (Rome), L, 4, 1995, pp. 463-495. Le premier février 1995 ont été privatisés 425 000 appartements déjà

cas de violations des droits civils (21) et des droits de l'homme ; sur le plan institutionnel, exceptionnelle concentration de pouvoir dans les mains de Zenawi (22) et marginalisation du Front de libération oromo (23). Quant au soi-disant « fédéralisme ethnique », les déceptions qu'il a causées sont désormais connues (24). Imposé par les leaders du FPLT, ce système apparaît en effet de plus en plus comme un expédient pour garantir et stabiliser le renversement des rapports de force ethniques et régionaux consécutifs à la chute de Mengistu ; dans l'Éthiopie révolutionnaire, aux réformes qui avaient libéré les paysans oromo sans terre opprimés par le système foncier *gult*, correspondait une géographie de la guerre civile qui laissait le Sud oromo comme la seule région « sûre » pour le pouvoir de Mengistu qui se présentait donc comme médiateur entre le vieil « establishment » amhara (« réformé » par l'effet du tournant révolutionnaire) et les populations oromo élevées (fut-ce de manière bureaucratique) à la direction de l'État postféodal (25). Au contraire, dans l'Éthiopie de Zenawi, ce sont les Tigréens du Nord – ennemis historiques des Amhara, mais aussi opposants à la réforme agraire socialiste de 1974 qui menaçait le système foncier « communautaire » *rist* de la région – qui sont désormais à la tête de l'État, tandis que les Oromo sont très nettement passés à l'opposition, presque toujours sous les couleurs du FLO (26) (bien plus consistant que le pro-gouvernemental OPODO). La mise à l'écart de fait de la principale force ethnique du pays constitue le vrai nœud de la faiblesse structurelle de la « démocratie » de l'après-Mengistu, et du soi-disant « fédéralisme ethnique », dont le vrai but, au-delà de la rhétorique officielle, est de garantir à la minorité tigréenne un pouvoir de contrôle (27) par rapport aux deux plus grandes et plus importantes ethnies d'Éthiopie, les Amhara et les Oromo. Ces dernières, quant à elles, étaient mieux protégées par la vieille Constitution « jacobine » de 1987, approuvée par 89 % de la population.

Si, à cette situation en Éthiopie, on ajoute la désagrégation de la So-

nationalisées par le Derg. A propos du tournant économique en général, voir (entre autres) *Oromo Commentary, Bulletin for critical Analysis of Current Affairs in the Horn of Africa*, en particulier les volumes 1 et 2, 1995.

(21) Arrestations par milliers, cas de torture, expulsions de professeurs de l'université d'Addis-Abeba, répression sanglante de manifestations étudiantes, etc., ont été dénoncés non seulement par la presse d'opposition éthiopienne, mais aussi par d'autres publications africanistes.

(22) Zenawi est aujourd'hui président du FDRPE, président du FPLT (la principale organisation du FDRPE), chef des forces armées, et, évidemment, président de la ligue « marxiste-léniniste » du Tigré.

(23) Dans le premier gouvernement provisoire, le FLO détenait douze sièges sur 87 (le FDRPE 32). Aux dernières élections, auxquelles le FLO n'a pas participé, le FDRPE a remporté 483 sièges sur 547.

(24) Cf. L. Ollivier, « Les Somalis du Harar et la "démocratie ethnique" éthiopienne », *Politique africaine*, 59, 1995, pp. 153-163. Voir aussi B. Thomas-Wolley et Edmond Keller, « Majority Rule and Minority Rights: American Federalism and African Experience », *The Journal of African Affairs*, 32, 3, 1994.

(25) Cf. C. Moffa, « Conflitti sociali e conflitti etnici nella rivoluzione etiopica (1974-1978). Per una lettura "totale" della questione nazionale nell'Etiopia post-feudale e nel corno d'Africa », *Saggi di storia africana*, Milan, Unicopli, 1996.

(26) Voir *New African*, avril 1992, p. 39, où l'on parle de villages séquestrés et de milliers de personnes assassinées, en particulier dans le Sud.

(27) Cf. entre autres *New African*, novembre 1995, p. 23 ; *Nigrizia*, mai 1994, p. 18.

malie et les lourdes ambiguïtés de la « nouvelle Érythrée » indépendante (28), ainsi que l'émergence d'un islamisme fourvoyé comme fausse réponse aux problèmes sociaux du pays, on peut en conclure que le panorama de la Corne n'a rien d'exaltant : c'est un panorama qui fait émerger en un contre-jour positif la proposition faite par Castro il y a presque vingt ans d'une confédération entre les pays de la région, ou encore certaines déclarations d'intellectuels éthiopiens contemporains (29).

L'implosion de la « question nationale » et « du principe d'autodétermination des peuples »

Apportons une conclusion provisoire à notre réflexion : les situations sont certes différenciées. Mais au-delà des distinctions possibles, d'un point de vue général et en ayant présente à l'esprit l'histoire globale de l'Afrique indépendante et les situations propres à chaque région, le processus est le même : que l'on parle de sécession ou de nettoyage ethnique et territorial, de guerre civile entre « seigneurs de la guerre » ou de développement pacifique de « zones utiles » ou « franchises », ou encore de « fédéralisme ethnique », l'affaiblissement ou la destruction de l'État unitaire postcolonial tend à une balkanisation généralisée du continent ; elle est encore embryonnaire dans certains cas (Nigeria), plus avancée dans d'autres situations déjà formalisées (Érythrée) ou explicitée comme objectif d'une lutte ethniciste (région des Grands Lacs, Casamance).

Ce processus comprend deux aspects, liés entre eux :

– au niveau interne, un discours politique ethnico-national sur les « sujets opprimés » qui s'exprime à travers des programmes vides de quelque réelle perspective socialiste que ce soit (Érythrée, Éthiopie, Soudan, Sénégal, Somaliland, Nigeria, Rwanda), au contraire du modèle classique de lutte de libération nationale à l'époque de la décolonisation ; ou bien, plus cyniquement, à travers l'utilisation tactique du spectre sécessionniste pour orienter à droite le cours réformateur (c'est le cas de l'Inkatha dans l'Afrique du Sud de Mandela (30)) ;

– sur le plan externe, le contrôle plus direct des ressources minières et des richesses et des transactions économiques par l'impérialisme, contraint à traiter et à négocier non plus seulement avec la traditionnelle bourgeoisie compradore « nationale » (31) mais avec des secteurs ethniques partiels de la population par là même moins coûteux (ainsi du fer des Mnti Nmba pour Taylor ou de l'or et des diamants pour les Tutsi, etc.).

Voilà donc ce que l'on pourrait appeler « l'implosion » de la question

(28) Cf. M'Hamed Cherif, « L'aide sans la dépendance », *Jeune Afrique*, 1840, 10-16 avril 1996, p. 20 et *Africa international*, mars-avril 1992.

(29) M. Kebede dans *New African*, avril 1992, p. 44, accuse le régime de Zénaoui et le FLO-même de « détruire un pays à l'orgueilleuse histoire millénaire », en provoquant une situation dans laquelle « presque chaque village réclame son indépendance ». Sur le sentiment panéthiopien

dans le pays, voir aussi B. Thomas-Wolley et E. Keller, *op. cit.*, p. 147.

(30) Cf. H. Marais et P. Beaudet, « L'Afrique du Sud au bord de la balkanisation », *Le Monde diplomatique*, mai 1992, p. 23.

(31) « Nationale » dans le sens d'appartenant à tout le pays multi-ethnique : par définition, la bourgeoisie compradore ne peut jouer un rôle « national » par rapport à l'impérialisme.

nationale en Afrique de nos jours : arme idéologique et juridique des pays en lutte pour leur indépendance à l'époque de la décolonisation, la question nationale est devenue désormais un motif (ou un prétexte) de violation systématique des souverainetés étatiques existantes, menacées par les ethnicismes et les guerres civiles. « Zones de sécurité », nouveaux interventionnismes, embargos « pour défendre » les « minorités opprimées », principe « d'ingérence humanitaire », augmentation de la « conditionnalité » pour les financements du FMI : toutes institutions politiques et juridiques qui, au-delà d'un jugement de valeur, témoignent dans les faits de la tentative de nier les indépendances existantes, sous le signe de ce processus de « recolonisation » de la planète parfois exalté, parfois condamné et craint (32). Comme on l'a déjà remarqué, la crise atteint aussi les principes juridiques considérés en soi (33), en particulier le « principe d'autodétermination » qui s'est aujourd'hui transformé – de manière générale – d'instrument de lutte anti-impérialiste en arme politique d'éventuelles tentatives néocolonialistes ; de vecteur de démocratie, de paix et de progrès – selon les acquisitions les plus diffuses de la politologie et de l'historiographie sur l'époque de la décolonisation – en facteur de guerre et de destruction ; de créateur d'un « ordre nouveau » en initiateur de chaos.

La politologie tiers-mondiste à la dérive

Face à cette situation nouvelle et très complexe, la politologie tiers-mondiste est aujourd'hui complètement à la dérive. Selon moi, les obstacles culturels sont au nombre de trois.

Le premier obstacle culturel à surmonter pour sortir de la crise

Il consiste en la non-considération du contexte géographique et démographique des différentes crises internationales : en d'autres termes, la politologie tiers-mondiste occidentale continue de raisonner en termes abstraits « d'autodétermination nationale », parce qu'elle ne prend pas en considération le fait qu'au contraire de l'Europe occidentale – continent où le processus pluriséculaire de formation des nations a généré (au prix de massacres incroyables, de la guerre de Trente Ans au second conflit mondial) une « coïncidence » approximative entre État et nation – les zones de l'Europe orientale, de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Afrique où ont éclaté ces dernières années les crises les plus graves et les conflits interethniques les plus féroces, sont presque toujours peuplées en taches de léo-

(32) Pour la réévaluation, voir P. Johnson, *New York Times*, 23 avril 1993. Pour la condamnation, Ali A. Marzui, « Africa in search of self-pacification », in *African Affairs*, 93, 370, janvier 1994, p. 40.

(33) Voir C. Moffa, « 1966-1996 : l'Africa dalla decolonizzazione all'età post-coloniale. L'implosione del "diritto di autodeterminazione dei popoli" », intervention à la conférence « Nations unies et droits de

l'homme à trente ans de pactes », université de Teramo, 1996, pp. 117-130. Voir aussi M. Chemillier-Gendreau, « Ingérence, charité et droit international », *Le Monde diplomatique*, janvier 1993, qui écrit : « La crise actuelle en Somalie, Bosnie et ailleurs montre de façon très claire que les catégories juridiques ont été faites à petits morceaux par les différentes réalités internationales. »

pard. Voilà donc la raison de l'impossibilité des sécessions sans douleur et de la folle spirale de balkanisation qui a toujours rendu tous les nouveaux pays indépendants dépendants des impérialismes plus forts. Le cas de la Yougoslavie est emblématique : l'Afrique n'est autre qu'une énorme « Yougoslavie » dans laquelle la traduction automatique « d'autodétermination » en « sécession » peut être porteuse de crises et de désastres de plus en plus graves, ce que savaient bien les rédacteurs « bourgeois » de la Charte de l'OUA mais aussi les révolutionnaires cubains aux prises avec la guerre du Shaba pendant la guerre civile angolaise (34). Il est donc nécessaire à mon avis de dépasser « *le mythe négatif des frontières "non-naturelles"* », « *contestation apparemment anticolonialiste, mais en réalité, si on en fait découler la possibilité de changements unilatéraux des frontières actuelles, eurocentrique, c'est-à-dire typique d'une culture formée dans des réalités historiques où État et nation coïncident* » (35).

Deuxième point : le différentialisme et ses monstres

« *Le monde moderne sombre-t-il dans un chaos sanglant ? On pourrait le croire à considérer les affrontements, conflits, guerres actuelles ou possibles... Les classes ne s'affrontent pas, mais les peuples, les nations, les tribus, les ethnies, les religions. Ce chaos prend un sens si l'on devine parmi les conflits et confrontations le combat titanesque entre pouvoirs homogénéisants et capacités différentielles* » (36). En écrivant ces mots en 1970, Henri Lefebvre anticipait (plus qu'il ne saisissait) une réalité internationale alors encore à venir et aujourd'hui connue de tous, et il la positivait à partir de la dichotomie « pouvoirs homogénéisants » versus « capacités différentielles ».

Cette positivation est absurde : elle se fonde dans les faits sur une lecture idéalisée et partielle des différents mouvements nationalistes aujourd'hui en action dans le monde, considérés comme positifs – suivant le pire « spontanéisme » mouvementiste – seulement parce qu'ils « s'opposent » à « l'état de choses existant » de mémoire marxienne (37). D'un autre côté, d'autres mythes (38) contribuent à cette idéalisation ; celui de « *la guérilla comme porteuse à coup sûr de socialisme* » (Érythrée, Éthiopie), ou même seulement de démocratie (les Tutsi au Rwanda), mythe qui ne tient pas compte, entre autres choses, de la spécificité de la « question agraire » en Afrique par rapport à l'Asie (39) ; ou encore le mythe du « *nationalisme propre* », ce qui équivaut à une vision poétique « *d'un "camp des*

(34) Durant la crise du Shaba en 1977-1978, les Cubains, déjà présents en Angola, et aux prises avec le FLNA de Holden Roberto appuyé par le Zaïre, refusèrent de soutenir les tendances sécessionnistes des guérilleros de la région.

(35) *Quaderni Internazionali*, n° 2-3, 1988, art. cit., p. 202.

(36) H. Lefebvre, *Le Manifeste différentialiste*, Paris, Gallimard, 1970, p. 49.

(37) Marx, *L'idéologie allemande* : « Le communisme est le mouvement réel qui abolit l'état des choses existantes ».

(38) Les citations qui suivent sont extraites de C. Moffa, « La "question armé-

nienne" des années 70 à nos jours : un nationalisme de l'utopie révolutionnaire à la réalité », in *Quaderni Internazionali*, cité pp. 190-205 (en particulier les pp. 201-204).

(39) Comme le rappelle Gérard Chaliand, la plus profonde polarisation de classes dans les sociétés asiatiques rurales traditionnelles était une garantie (contrairement à ce qui se passait en Afrique) d'un lien plus facile, même si purement potentiel, entre forme de lutte de la guérilla rurale, et programmes d'inspiration socialiste.

opprimés" sans divisions autres que celles créées "artificiellement" par l'opprimeur » selon laquelle « il faut débarrasser le nationalisme même de ses scories, en éliminer les aspects négatifs, parfois tyranniques, l'idéaliser (on pourrait dire à la manière de Bauer ou de Mazzini), en un concert harmonieux où tous les nationalismes tyranniques seraient positifs, équilibrés, respectueux les uns des autres » (40).

Il me semble que l'article de Lonsdale risque d'aller dans ce sens. Tandis que, sur le plan politique, l'opposition « dualiste » entre Kikuyu et pouvoir colonial anglais risque de ne pas mettre en évidence la question tout aussi cruciale du rapport entre les Kikuyu mêmes et les autres ethnies soumises au joug colonial, sur le plan économique, la définition d'une « économie morale » – « qui attribue une réputation » aux moyens utilisés par chacun pour poursuivre ses propres intérêts – ne convainc pas. En soi, elle est inattaquable. Mais dans quelle mesure cette division du travail « mazzinienne », selon laquelle chaque groupe ethnique remplit un rôle économique déterminé en toute satisfaction et en même temps avec l'approbation et le respect des autres, existe-t-elle dans la réalité ? De l'usure pratiquée par les juifs (41) à l'obligation faite aux peuples masai africains de ne pas posséder de la terre (42), aux mythes et légendes de peuples agriculteurs et nomades – mythes qui sont l'expression de leurs idéologies tribales respectives qui considèrent toujours l'autre, le « différent » d'un œil négatif – il est difficile de retrouver dans l'histoire des signes distinctifs d'une « économie morale ». Soit l'on est Abel, et on fait de Caïn un démon, soit on est Mongol, Arabe ou Tutsi et l'on méprise le travail agricole, nonobstant les liens commerciaux possibles (43). Est-il « démocratique » de laisser perdurer cette division tribale du travail ? Je ne le crois pas : « progrès » et « libération » sont en réalité synonymes d'abolition de la division du travail au sens marxien ; ils impliquent qu'il faut sortir de ces ghettos tribaux, de l'étroitesse « des peuples-classes », à travers deux voies, le métissage culturel et humain et, bien que le terme soit passé de mode, le socialisme. Ce qui ne revient pas aux « Soviétiques, plus l'ethnicité », comme l'a écrit Michel Cahen (44), à moins de l'entendre comme objectif à moyen terme, comme nécessité historique afin de ménager la transition la moins douloureuse possible vers le surassement des ethnies séparées, vers le libérateur métissage culturel et humain.

En effet, la *Weltanschauung* différentialiste, dont la fortune provenait et provient des contradictions auxquelles la politologie traditionnelle était incapable de répondre, a généré des monstres qui sont exactement le contraire de ceux que l'on voulait exorciser. « Monstres » qui consistent,

(40) *Quaderni Internazionali*, n° 2-3, 1988, art. cit., p. 202.

(41) Voir A. Léon, *Le marxisme et la question juive*, préface de Nathan Weinstock, Rome, Samonà et Savelli, 1968.

(42) Hormis le cas des Fuga en Éthiopie. Ce n'est pas un hasard si à l'aube de la révolution éthiopienne, dans un numéro de 1975 du *Ethiopian Herald* (à l'occasion de la promulgation de la réforme agraire de la même année) on publiait une photo, où apparaissaient justement un Fuga et un Éthiopien d'une autre ethnie,

dont la légende soulignait combien, dans la « nouvelle Éthiopie », les différences ethniques et sociales devaient être surmontées.

(43) Voir quelques sourates du Coran, citées dans C. Moffa, *L'Afrique à la périphérie de l'histoire*, cité p. 148, et le mythe de la fondation du Rwanda qui hiérarchise les trois ethnies, Tutsi, Hutu, Twa.

(44) M. Cahen, « Le socialisme, c'est les soviétiques plus l'ethnicité », *Politique africaine*, 42, juin 1991, pp. 87-108.

d'un point de vue analytique, à ne plus comprendre la « totalité » des phénomènes à étudier, en isolant la question nationale de son contexte historique, social, etc., et en niant la « vieille prétention "moniste" du matérialisme historique » (45). « Monstres » surtout d'un point de vue pratique et opératoire, parce que, si, sur le plan interne, « la différence est un piège. Elle a servi aux antiracistes contre l'homologation, et à la droite pour y enfermer les émigrants » (46) (cf. en Afrique le rôle joué par quelques anthropologues sud-africains dans la construction de l'apartheid (47)), on pourrait ajouter que, sur le plan des relations internationales, elle a servi à la gauche pour combattre les États bureaucratiques, et à la bourgeoisie et à l'impérialisme pour détruire l'unité des classes opprimées et l'indépendance des États du Sud de la planète.

Mais nous arrivons ici à l'ultime obstacle culturel qui rend difficile la définition et l'interprétation des conflits internationaux de l'époque post-coloniale : la mystification et la vulgarisation de la pensée marxiste sur la « question nationale ».

Troisième point : une lecture réductrice de la tradition marxiste sur la question nationale

Contrairement à une certaine conception fossilisée et dogmatique du principe d'autodétermination des peuples, le marxisme offre une vision beaucoup plus complexe et féconde de la question nationale que les slogans grossiers et les petites phrases auxquels on voudrait le réduire.

D'une part, la pensée marxiste a donné lieu à un débat parfois très vif, caractérisé par des positions pratiques et politiques des plus différentes ; mais par ailleurs, comme l'a rappelé Georges Haupt dans sa polémique contre les « néomarxistes nationalitaires » de son (et de notre) temps, toute la tradition marxiste a toujours mis en contexte le « principe d'autodétermination des peuples » à l'intérieur d'une stratégie révolutionnaire fondée sur la « primauté de la classe sur toutes les autres catégories historiques » (48), y compris celle de nation, et dans une vision « progressive » de l'histoire « naturellement » favorable aux grandes entités étatiques comme lieux de développement et de progrès.

La complexité de la question nationale dans la pensée marxiste ressort d'une lecture attentive de toutes ses sources : les anathèmes de Rosa Luxembourg contre la « phraséologie petite-bourgeoise vide » de « l'autodétermination » de Lénine ; « le marxisme et la question nationale » de Staline (des pages auxquelles la dénonciation de l'invasion des nationalismes dans le reflux de l'après-1905 confèrent une grande actualité), les

(45) Cf. C. Preve, à propos d'autres courants « post-marxistes », comme le féminisme, l'écologie, le pacifisme, dans « Per l'unità del marxismo critico », *La sinistra*, mars 1989, p. 59.

(46) R. Gallissot, entrevue au *Manifesto*, 14 mai 1995.

(47) A. Béres, « L'archipel des bantoustans », dans *Hérodote*, n° 41, 1986, p. 14, nous rappelle que ce sont les anthropologues (« proto-différentialistes », pourrait-on dire) qui ont créé, dans

l'après-guerre, les bases théoriques et culturelles de l'apartheid. En effet, les frontières entre le bantoustanisme (de droite) et la défense des « racines » ethniques des Noirs (« de gauche ») sont très faibles.

(48) G. Haupt, « Les marxistes face à la question nationale : l'histoire du problème », in G. Haupt, M. Lowy, C. Weill, *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914. Études et textes*, Paris, Maspero, 1974, traduit et publié dans *Quaderni Internazionali*, n° 2-3, 1988, art. cit., p. 11.

argumentations de Marx sur la question irlandaise, dont la relation à la révolution en Angleterre est évidente (« la question irlandaise est la clé de voûte de la question anglaise »). Mais encore le principe d'autodétermination « prolétaire » de Boukharine, les réflexions du « renégat Kautsky » et des « austromarxistes » théoriciens de « l'autonomie nationale culturelle » sur la réalité balkanique, les considérations géo-démographiques attentives de Engels sur les régions de l'Europe orientale peuplées en « taches de léopard ». Enfin, l'évidente relation, chez Lénine même, du principe d'autodétermination nationale à une stratégie révolutionnaire dans laquelle, du reste, la théorie menchévique, plétchovlanienne et gradualiste de la « phase bourgeoise » qui émerge des écrits du leader bolchevique s'accorde mal, comme le rappelle Edward Carr (49), avec la pratique paradoxalement « luxembourgeoise » des interventions de l'armée rouge en Géorgie et dans d'autres régions de l'ex-empire tsariste après 1917. En somme, le principe d'autodétermination des peuples n'est pas un tabou, et surtout son débouché inévitable n'est pas la sécession, à moins de vouloir s'identifier, comme tonnaient Marx et Engels, avec les « Philistins qui s'enflamment pour la nationalité » (50).

Évidemment, cela ne veut pas dire idéaliser l'État postcolonial, la contrepartie des « minorités opprimées » : un appareil presque toujours oppressif, centre de corruption, de discrimination de classe, et dont l'ethnisation typique du continent africain (« signes ethniques des armées, des bureaucraties, etc.) représente l'autre face, et souvent le facteur déclenchant de l'ethnisation exaspérée des minorités « périphériques ». Cela signifie, au contraire, engager toute la complexité de la question nationale dans la nouvelle phase historique, par laquelle d'une part chaque cas doit être évalué en soi (sans petites phrases ni slogans idéologiques), et d'autre part toutefois, le rapport entre option sécessionniste et option unitaire est à coup sûr renversé par rapport à l'époque de la décolonisation. Jadis, la sécession (en tant que sécession de la mère-patrie européenne), était une solution juridique et politique progressiste ; aujourd'hui, mises à part de possibles exceptions, c'est le contraire qui est vrai. Ce qui veut dire, pour ouvrir une perspective sur un thème qu'il serait trop long de développer ici, que la solution de la question nationale doit se fonder non pas sur l'abstraite et monolithique « liberté nationale » (donc la traduction pratique habituelle est la sécession), mais sur les « libertés nationales » multiples et concrètes, dans les domaines linguistique, religieux, culturel, etc. Une recherche très difficile et complexe, surtout en Afrique (qu'on pense au problème de la langue), mais la seule qui puisse être entreprise.

L'horloge de l'histoire va à rebours

On pourrait dès lors se demander comment concilier ce qui a été dit jusqu'ici – la négation « jacobine » de l'ethnicité en faveur d'une vision de classe – avec le discours sur les conflits interethniques comme clefs d'explication matérialiste et dialectique de l'histoire de l'Afrique que j'ai pro-

(49) E. Carr, *Storia della Russia sovietica*, vol. 1, *La rivoluzione bolscevica*, 1917-1923, Turin, Einaudi, 1964.

(50) G. Haupt, *Quaderni Internazionali*, art. cit., p. 13.

posé dans mes travaux passés (51). Je reviens donc aux deux distinctions initiales, entre « phases » historiques et interprétation et faits. En premier lieu, je ne comprends pas comment, dans la foulée de ce qu'ont pu écrire avec une extrême dureté Marx et Engels et de ce qu'a produit une longue tradition marxiste (52), on peut nier que l'ethnie ait été la cellule socio-économique fondamentale des populations du continent, et comment nier donc que la « lutte entre les ethnies » (qui en tant que réalités fluctuantes fondées essentiellement sur le contrôle du territoire, n'ont évidemment rien à voir avec les « races ») ait été le « moteur » matériel dynamisant l'histoire africaine : c'est certes une banalité, mais elle est souvent niée par un certain « progressisme » africaniste (53) mal compris.

En second lieu, en me référant à l'Afrique d'aujourd'hui, je pense que l'option idéologique est une chose, et que les faits en sont une autre : et il faut les assumer de manière objective (ou du moins en tendant à l'objectivité) même s'ils ne nous plaisent pas. Dans un monde comme le nôtre, comment peut-on nier l'existence du fait ethnique, et ne pas être d'accord avec Michel Cahen quand il dénonce les risques réducteurs de la thèse de « l'invention du tribalisme » (54) en Afrique par l'impérialisme ? En effet, l'ethnicité existe, mais elle ne doit et ne peut être exaltée comme un phénomène positif. Au contraire, elle représente en Afrique et dans le monde un « résidu » du passé sur les bords de la route du métissage et du socialisme : même s'il existe des phases historiques entières, et la nôtre en est un exemple, dans lesquelles l'horloge de l'histoire va à rebours.

Claudio Moffa
Université de Teramo

Traduction de Valentine Drevet-Benatti

(51) C. Moffa, *L'Afrique à la périphérie de l'histoire*, op. cit.

(52) A propos des considérations de Marx et d'Engels sur les conflits à l'époque primitive, je renvoie aux citations de mon *Afrique à la périphérie de l'histoire*. Mais pour saisir l'authenticité d'une telle approche dans la tradition marxiste, voir aussi la classique *Histoire universelle* de l'Académie des sciences de l'URSS, Milan, Teti, et par exemple le volume VII, p. 188 : « Les guerres entre tribus constituaient un phénomène constant. Dans ces circonstances, l'Afrique devint une proie facile pour les colonisateurs. »

(53) Je souligne cet aspect pour répondre au compte rendu fait par Jean Copans sur « L'Afrique à la périphérie de l'histoire », *Politique africaine*, 64, pp. 150-151. Copans, outre qu'il ne comprend pas mes thèses sur les origines du sous-développement africain (je ne nie pas du tout le « paradigme du sous-développement par l'impérialisme », mais « par le seul impérialisme »), écrit que ma mise en évidence des conflits ethniques dans l'Afrique précoloniale n'est pas une « découverte » : il a raison, parce que les « découvertes » du métier d'histo-

rien touchent aux documents d'archives, et pas à la proposition d'un nouveau paradigme interprétatif. Mais il est cependant vrai que ce « banal » paradigme a été souvent nié par de nombreuses études africanistes des années passées, qu'il a presque toujours offert une image idyllique du passé précolonial africain (cf. Ruanda et Burundi), et qu'il utilise un langage mirobolant et crépitant [en français dans le texte, ndt], mais peu digne de foi d'un point de vue scientifique (cf. Copans lui-même, dans son livre *La longue marche de la modernité africaine* : « l'Afrique noire n'existe pas », « le marxisme africain n'existe pas », « les sociétés africaines existent-elles ? », etc.

(54) M. Cahen, cité p. 103. Pour une lecture équilibrée et « réaliste » du rôle de l'ethnicité en Afrique, voir aussi J.-F. Bayart, cité, en particulier la première partie du chapitre premier, « Le théâtre d'ombres de l'ethnicité », et les pages 66 et 86 : d'un côté, « on ne peut nier l'existence, voire l'irréductibilité des consciences ethniques », de l'autre, il faut « éviter de rechercher du côté de l'ethnicité le sésame du politique contemporain ».